Entretien Alessio Mannino

1) E' possibile considerare l'immigrato da zone "povere" del mondo che migra per ragioni economiche, e che vuole rifarsi una vita in Occidente, come uno schiavo contemporaneo, che anziché le catene dei negrieri subisce, come vittima e in un certo senso complice, le catene dell'immaginario sociale e culturale del cosiddetto Primo Mondo?

L'immigration n'est pas un phénomène nouveau, mais quelque chose qui a toujours existé. Certains pays européens, à commencer par l'Italie et l'Irlande, ont fourni au XIX[e] siècle de gros bataillons d'immigrés, vers les Etats-Unis notamment. Les « grandes invasions » germaniques du haut Moyen Age (*Völkerwanderung*) peuvent aussi être considérées comme des « immigrations ». Parler d'immigration en soi n'a donc pas beaucoup de sens, aussi longtemps que l'on ne sait pas qui émigre, vers quel pays et quel est le volume de cette immigration. Un million de Chinois aux Etats-Unis représentent une sympathique communauté asiatique. Que six cents millions de Chinois viennent s'installer outre-Atlantique, et les Américains n'habiteront plus en Amérique, mais en Chine !

Ce qui caractérise l'immigration qui se déverse aujourd'hui dans les pays européens, c'est à la fois qu'elle est incroyablement rapide, qu'elle est extrêmement massive, et qu'elle concerne des populations dont la personnalité ethnoculturelle et souvent les mœurs diffèrent profondément de ceux des populations d'accueil. En outre, du fait du « regroupement familial », ce n'est plus une immigration temporaire (comme celle de ces *Gastarbeiter* qui, autrefois, retournaient dans leur pays d'origine après un certain temps), mais une immigration permanente, c'est-à-dire une immigration de peuplement.

L'immigration massive, dont les motivations sont principalement économiques, est un indéniable déracinement. Que ce déracinement prenne la forme d'une auto-déportation ne change rien à l'affaire. Mais le désir de « mieux gagner sa vie en Europe » (désir qui ne débouche bien souvent que sur une profonde désillusion) n'explique pas tout. L'immigration à laquelle nous assistons aujourd'hui est indissociable, d'abord de la globalisation, qui privilégie la notion de « mobilité » (ou de « flexibilité ») au point d'exalter en permanence la figure du nomade par rapport à celle du sédentaire, ensuite d'un climat idéologique global, qui tend à délégitimer l'enracinement, la volonté de vivre dans un cadre familier où les hommes peuvent se référer à un mode de vie spécifique et à des valeurs partagées. Trois familles de pensée très différentes concourent à entretenir ce climat : d'une part, les Eglises chrétiennes, qui s'appliquent par charité à considérer l'étranger comme un « frère » (en termes plus clairs : à ramener l'Autre au Même), au prétexte que le « peuple de Dieu » ne forme qu'une grande famille dispersée sur toute la surface de la Terre ; d'autre part, cette fraction de la gauche progressiste, qui pose l'homme comme un « citoyen du monde » (en oubliant qu'on ne peut être citoyen que d'une entité politique, et que le « monde » n'en est pas une) ; enfin, les milieux acquis au capitalisme libéral, qui considèrent que les frontières doivent être éradiquées parce qu'elles s'opposent à l'expansion planétaire du marché, et qui utilisent les immigrés comme des outils permettant d'exercer une pression à la baisse sur les salaires des

travailleurs des pays d'accueil (c'est en ce sens que l'immigration constitue incontestablement une « armée de réserve du Capital »).

2) Come calare nella realtà attuale il "diritto alla differenza" fra popoli all'interno delle società multietniche occidentali? Come si pratica dal punto di vista politico il differenzialismo, da Lei teorizzato contro l'immigrazionismo imperante?

Le « droit à la différence » implique, pour commencer, que les différences soient reconnues. Aujourd'hui, on voit en Europe les milieux les plus divers se déchaîner contre ce qu'on appelle en France le « multiculturalisme ». En France, cette critique du multiculturalisme, que l'on voit fleurir à droite comme à gauche, s'opère le plus souvent au nom de la « laïcité » (qui prétend interdire l'expression dans la sphère publique de toute les particularités religieuses, linguistiques ou culturelles) et de l'idéal jacobin de la « République une et indivisible » – au nom duquel on a cherché autrefois à faire disparaître les langues minoritaires et les cultures régionales. Cette attitude est parfaitement stupide, car elle revient à nier l'existence des communautés d'origine étrangère, alors que cette existence crève les yeux.

Dans le passé, la France a toujours rejeté l'idée d'intégrer des communautés et privilégié celle d'une assimilation totale se faisant au niveau des seuls individus. Un tel système a pu fonctionner dans le passé, car l'immigration n'avait pas encore le caractère massif qu'elle possède actuellement, et qu'il existait des structures d'assimilation telles que l'école, l'armée, les églises, les syndicats, les partis, etc. Aujourd'hui, toutes ces structures sont entrées en crise, et l'assimilation est tout simplement devenue impossible. On agite alors le spectre d'une série d'« Etats dans l'Etat », d'une « balkanisation » (ou d'une « libanisation » de la société), ce qui me paraît très exagéré. Ma position consiste à ne pas opposer la nécessaire intégration des personnes immigrées et la reconnaissance du fait communautaire, dans sa double dimension publique et privée. Il faut d'abord imposer une loi commune qui doit être respectée par tous, et à l'intérieur de cette loi commune examiner quels « accommodements raisonnables » il est possible d'accepter sans porter atteinte à l'ordre public. C'est ainsi seulement que l'on pourra intégrer les différences sans contraindre les immigrés à payer leur intégration du prix de l'oubli de leurs racines.

3) Lei oggi vede un pericolo di razzismo popolare come reazione al disagio e alla frustrazione dell'Occidente in crisi economica e morale?

Il est indéniable qu'il se développe aujourd'hui un racisme populaire dans la plupart des pays européens, dont la cause principale réside dans l'immigration massive, et plus encore dans les pathologies sociales qui en résultent. Je pense en particulier à la hausse de la criminalité et à l'aggravation de l'insécurité, à l'effondrement du niveau scolaire, aux innombrables « incivilités » qui font la trame quotidienne des faits-divers. Ce racisme n'a rien d'idéologique, mais est purement sociologique (il ne relève pas d'une théorie ou d'une conviction argumentée, mais d'une attitude réactive et spontanée). On le trouve surtout répandu dans les classes populaires, qui sont les premières à souffrir des pathologies sociales engendrées par l'immigration, ce qui explique que ces classes populaires, qui dans le passé votaient le plus souvent à gauche ou à l'extrême gauche, apportent désormais leurs voix à des partis populistes qui sont aujourd'hui en plein essor.

Je peux comprendre intellectuellement ces réactions, mais je ne les approuve en aucune façon. Ce n'est ni par le racisme ni par la xénophobie que l'on résoudra le problème de

l'immigration, mais avec une analyse raisonnable de ce qu'il peut être possible de faire concrètement pour résoudre les difficultés (ou les impossibilités) de cohabitation actuelles. Si l'on n'y parvient pas, on verra se développer des fantasmes meurtriers (l'idée d'une « Reconquista », celle d'une future guerre civile ethnique, etc.) qui ne débouchent sur rien. Significatif à cet égard est le fait que beaucoup de gens reprochent aux immigrés de « ne pas vouloir s'assimiler » tout en affirmant en même temps qu'ils sont « inassimilables ». Ces deux reproches sont évidemment contradictoires. J'ajouterai enfin que ces antagonismes ethniques ou ethnoculturels servent aussi de prétexte pour ignorer la réalité des antagonismes sociaux.

4) Quale ruolo dovrebbe avere l'Europa nell'affrontare il processo di penetrazione di immigrati diventato strutturale ma, finora, ancora e sempre gestito dai singoli Stati nazionali?

Il est utopique de vouloir « stopper l'immigration », mais il est parfaitement possible de la ralentir et de tenter de la contrôler mieux qu'elle ne l'est actuellement. On pourrait citer, par exemple, la remise en cause de certaines dispositions sociales qui jouent le rôle d'un « appel d'air » vis-à-vis des nouveaux arrivants, la suppression du droit du sol (qui confère automatiquement la nationalité du pays d'accueil à des enfants dont les parents ne l'ont même pas demandée), des contrôles renforcés aux frontières, une meilleure coordination de la lutte contre l'immigration clandestine, des peines de prison beaucoup plus sévères envers les patrons qui ont recours au « travail au noir » des immigrés, etc. Des accords bilatéraux ou multilatéraux avec les pays d'origine des immigrés devraient également être mis en œuvre. C'est malheureusement très difficile, tant en raison de l'activité de certains lobbies associatifs que du fait des législations existantes, qui sont bien souvent imposées aux gouvernements nationaux par la bureaucratie de Bruxelles.

D'autre part, il faut bien faire la différence entre l'immigration en général (celle que l'on risque de voir se développer à l'avenir) et la question du statut des populations immigrées (ou d'origine immigrée) qui sont déjà là en Europe, parfois depuis plusieurs générations, et dont il serait parfaitement irréaliste de croire qu'elles pourront un jour être « renvoyées chez elles ». Enfin, il faut être conscient de la dimension idéologique de toute cette problématique, dont j'ai parlé plus haut. Le problème général de l'immigration ne pourra pas être résolu sans une véritable « décolonisation de l'imaginaire symbolique » (Serge Latouche) concernant le rôle de l'économie dans le monde actuel, le statut de la logique du profit et la définition que l'on doit donner des aspirations fondamentales des êtres humains.

A. B.